

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

L. MICHEL

Le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 5.** Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

L. MICHEL

De Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 2001 — 263

[2001/22039]

**15 JANVIER 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 18, § 3;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 86, § 3;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1974, l'article 34, remplacé par l'arrêté royal du 12 août 1985, l'article 53, remplacé par l'arrêté royal du 29 décembre 1972, l'article 54, l'article 58bis, inséré par l'arrêté royal du 22 mars 1976, et l'article 63, § 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté royal du 22 mars 1976 et modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 1994 et 13 septembre 1998;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'avis émis par le Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants, le 13 novembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il a été décidé de réduire la période d'incapacité primaire non indemnizable à un mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001; qu'il est donc indispensable que les organismes assureurs et les assurés sociaux soient informés le plus rapidement possible de cette modification;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre des Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1974, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « les trois premiers mois » sont remplacés par les mots « le premier mois »;

2° les mots « les neuf mois suivants » sont remplacés par les mots « les onze mois suivants ».

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 2001 — 263

[2001/22039]

**15 JANUARI 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 18, § 3;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 86, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1974, artikel 34, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, artikel 53, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1972, artikel 54, artikel 58bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 maart 1976, en artikel 63, § 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 maart 1976 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 april 1994 en 13 september 1998;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, uitgebracht op 13 november 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 december 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat beslist werd het tijdvak van niet vergoedbare primaire ongeschiktheid in te korten tot één maand vanaf 1 januari 2001; dat het dus aangewezen is dat de verzekeringsinstellingen en de sociaal verzekerden zo snel mogelijk op de hoogte worden gebracht van deze wijziging;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 7, eerste lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1974, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de eerste drie maanden » worden vervangen door de woorden « de eerste maand »;

2° de woorden « de negen volgende maanden » worden vervangen door de woorden « de elf volgende maanden ».

**Art. 2.** L'article 34 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 12 août 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. Au début de l'incapacité de travail, les indemnités sont payées par l'organisme assureur au plus tard à la fin du deuxième mois suivant le mois pendant lequel la déclaration d'incapacité de travail a été transmise au médecin-conseil de l'organisme assureur, comme prévu à l'article 53, 1<sup>er</sup> alinéa.

Par la suite, les prestations sont payées par l'organisme assureur au plus tôt l'antépénultième jour ouvrable de chaque mois pour le mois en cours et, au plus tard, dans les cinq premiers jours de chaque mois pour le mois qui précède.

Sont réputés jours ouvrables pour l'application du présent article, tous les jours sauf les samedis, dimanches et jours fériés. »

**Art. 3.** L'article 53 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 29 décembre 1972, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. Une période d'incapacité de travail ne peut prendre cours que si le titulaire a fait constater son état d'incapacité de travail. A cet effet, il doit envoyer par la poste, le cachet postal faisant foi, au médecin-conseil de son organisme assureur ou lui remettre contre accusé de réception, un certificat médical, complété, daté et signé, motivant son incapacité. Ce certificat qui constitue la déclaration de l'incapacité de travail doit être conforme au modèle arrêté par le Comité de gestion.

La preuve de l'envoi ou de la remise au médecin-conseil du document susvisé incombe au titulaire. »

**Art. 4.** Dans l'article 54 du même arrêté, le mot « soixante » est remplacé par le mot « vingt-huit ».

**Art. 5.** L'article 58bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 mars 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 58bis. En cas de déclaration tardive d'une incapacité de travail, le droit à l'indemnité s'ouvre le jour qui suit celui au cours duquel la déclaration d'incapacité de travail a été envoyée, le cachet postal faisant foi, ou remise au médecin-conseil de l'organisme assureur, sans préjudice des autres conditions d'indemnisation. »

**Art. 6.** L'article 63, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 22 mars 1976 et modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 1994 et 13 septembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 63, § 1<sup>er</sup>. Dès qu'il est en possession de la formule « déclaration d'incapacité de travail » visée à l'article 53, le médecin-conseil envoie au titulaire la feuille de renseignements destinée au calcul des indemnités, ainsi que le questionnaire relatif à l'activité professionnelle du titulaire, qui doivent être retournés sans délai par l'intéressé à l'organisme assureur.

A ce document est joint un « avis de reprise de travail » à utiliser par le titulaire dans le cas visé à l'article 66, 2<sup>o</sup>.

Le médecin-conseil ou le médecin-inspecteur prend sa décision en se basant notamment sur les indications contenues dans la déclaration d'incapacité de travail et dans le questionnaire relatif à l'activité professionnelle du titulaire. Le médecin-conseil peut demander à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants d'effectuer une enquête relative aux activités professionnelles du titulaire et transmet à cette fin, audit Institut, une copie du questionnaire complété par l'intéressé. Le rapport d'enquête est adressé au médecin-conseil dans un délai de trente jours. Ce rapport peut également être établi d'initiative par ledit Institut en vue de le transmettre au médecin-conseil.

La décision relative à l'état d'incapacité de travail est notifiée au titulaire et au service administratif de l'organisme assureur.

Cette décision est également communiquée à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, avec le questionnaire relatif à l'activité professionnelle du titulaire, si ce questionnaire n'a pas été transmis auparavant audit Institut.

**Art. 2.** Artikel 34 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 34. Bij de aanvang van de arbeidsongeschiktheid worden de uitkeringen betaald door de verzekeringsinstelling ten laatste op het einde van de tweede maand, volgend op de maand waarin de verklaring van arbeidsongeschiktheid werd toegezonden aan de adviserend geneesheer van de verzekeringsinstelling, zoals bepaald in artikel 53, eerste lid.

Vervolgens worden de uitkeringen door de verzekeringsinstelling betaald ten vroegste op de derde laatste werkdag van de maand voor de lopende maand en uiterlijk binnen de eerste vijf dagen van de maand voor de maand die voorafgaat.

Voor de toepassing van dit artikel worden alle dagen, behalve de zaterdagen, zondagen en feestdagen, als werkdagen beschouwd. »

**Art. 3.** Artikel 53 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1972, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 53. Een tijdvak van arbeidsongeschiktheid vangt slechts aan wanneer de gerechtigde zijn staat van arbeidsongeschiktheid heeft laten vaststellen. Hiertoe moet hij een getuigschrift van arbeidsongeschiktheid, volledig ingevuld, gedateerd en ondertekend en dat zijn ongeschiktheid aantoonde, over de post aan de adviserend geneesheer van zijn verzekeringsinstelling zenden, waarbij de poststempel bewijskracht heeft, of hem dit tegen bewijs van ontvangst afgeven. Dit getuigschrift, dat de verklaring van arbeidsongeschiktheid uitmaakt, moet conform zijn aan het model vastgesteld door het Beheerscomité.

Het bewijs van toezending of van afgifte van bovenbedoeld document aan de adviserend geneesheer rust op de gerechtigde. »

**Art. 4.** In artikel 54 van hetzelfde besluit wordt het woord « zestig » vervangen door het woord « achtentwintig ».

**Art. 5.** Artikel 58bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 maart 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 58bis. In geval van niet tijdige aangifte van een arbeidsongeschiktheid gaat het recht op uitkeringen in de dag na die waarop de verklaring van arbeidsongeschiktheid is toegestuurd, waarbij de poststempel bewijskracht heeft, of is afgegeven aan de adviserend geneesheer van de verzekeringsinstelling, onverminderd de andere voorwaarden tot vergoeding. »

**Art. 6.** Artikel 63, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 maart 1976 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 april 1994 en 13 september 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 63, § 1. Zodra hij het in artikel 53 bedoelde formulier « verklaring van arbeidsongeschiktheid » heeft ontvangen, zendt de adviserend geneesheer aan de gerechtigde het inlichtingsblad voor de berekening van de uitkeringen, evenals de vragenlijst betreffende de beroepsactiviteit van de gerechtigde, die door de betrokkene onverwijld aan de verzekeringsinstelling moeten worden teruggestuurd.

Bij dat stuk wordt een « kennisgeving van arbeidshervatting » gevoegd, die in het in artikel 66, 2<sup>o</sup>, bedoelde geval door de gerechtigde moet worden gebruikt.

De adviserend geneesheer of de geneesheer-inspecteur neemt een beslissing, hierbij ondermeer steunend op de gegevens verval in de verklaring van arbeidsongeschiktheid en in de vragenlijst betreffende de beroepsactiviteit van de gerechtigde. De adviserend geneesheer kan aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen vragen een onderzoek te doen aangaande de beroepsactiviteiten van de gerechtigde en stuurt hiertoe aan het voormeld Instituut een kopie van de vragenlijst ingevuld door de betrokkene. Het enquêteverslag wordt binnen een termijn van dertig dagen opgestuurd aan de adviserend geneesheer. Dit verslag kan ook op eigen initiatief door het voormelde Instituut worden opgemaakt met het oog op de toezending ervan aan de adviserend geneesheer.

De beslissing over de staat van arbeidsongeschiktheid wordt ter kennis gebracht van de gerechtigde en de administratieve dienst van de verzekeringsinstelling.

Deze beslissing wordt tevens meegedeeld aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen, samen met de vragenlijst betreffende de beroepsactiviteit van de gerechtigde, indien deze lijst niet reeds voordien werd toegezonden aan het voormelde Instituut.

Lorsque le médecin-conseil établit le rapport médical destiné au Conseil médical de l'invalidité, il y joint un exemplaire du rapport d'enquête qu'il aura préalablement demandé à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants. »

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

**Art. 8.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

F. VANDENBROUCKE

Le Ministre des Classes moyennes,

J. GABRIELS

Wanneer de adviserend geneesheer het geneeskundig verslag opmaakt bestemd voor de Geneeskundige raad voor invaliditeit, voegt hij hierbij een exemplaar van het enquêteverslag, dat hij voorafgaandelijk gevraagd zal hebben aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen. »

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

**Art. 8.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

F. VANDENBROUCKE

De Minister van Middenstand,

J. GABRIELS

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 2001 — 264

[2001/07026]

**10 JANVIER 2001.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant fixation du cadre organique de l'Institut géographique national

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup> remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant fixation du cadre organique de l'Institut géographique national;

Vu l'avis du Commissaire du Gouvernement, donné le 23 décembre 1999;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base de l'Institut géographique national, donné le 7 avril 2000;

Vu l'avis du Comité de gestion;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, donné le 10 juillet 2000;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 octobre 2000;

Considérant qu'il y a lieu de revoir le cadre organique de l'Institut géographique national suite aux nouvelles normes en matière de programmation sociale telles que reprises dans la circulaire n° 473;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant fixation du cadre organique de l'Institut géographique national, sous la section "C. Personnel de maîtrise, de métier et de service", les mentions relatives à certains emplois sont remplacées par les mentions suivantes :

C. Personnel de maîtrise, de métier et de service

Niveau 3

Chef d'atelier	2
Ouvrier spécialiste	17

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,

A. FLAHAUT

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2001 — 264

[2001/07026]

**10 JANUARI 2001.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 oktober 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Nationaal Geografisch Instituut

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 oktober 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Nationaal Geografisch Instituut;

Gelet op het advies van de regeringscommissaris, gegeven op 23 december 1999;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basisoverlegcomité van het Nationaal Geografisch Instituut, gegeven op 7 april 2000;

Gelet op het advies van het Beheerscomité;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen, gegeven op 10 juli 2000;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 13 oktober 2000;

Overwegende dat de personeelsformatie van het Nationaal Geografisch Instituut dient herzien te worden, ten gevolge van de nieuwe normen inzake sociale programmatie zoals bepaald in de omzendbrief nr. 473;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 oktober 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Nationaal Geografisch Instituut, onder de sectie "C. Meesters-, vak- en dienstpersioneel", worden de vermeldingen betreffende sommige betrekkingen vervangen door de volgende vermeldingen :

C. Meesters-, vak- en dienstpersioneel

Niveau 3

Werkmeester	2
Vakman	17

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende dewelke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

A. FLAHAUT